



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 128

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu

Présentation

Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu
et de la Formation professionnelle

Éditeur officiel du Québec
1993

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la sécurité du revenu afin de préciser certaines modalités des programmes « Soutien financier » et « Actions positives pour le travail et l'emploi » et du programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail ».

Il prévoit à ce titre, certaines conditions d'admissibilité au programme « Actions positives pour le travail et l'emploi », à l'égard des barèmes de disponibilité et de non disponibilité et, en ce dernier cas, prévoit une modification au mode d'audition de la demande de révision.

Ce projet prévoit de plus, quant au programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » des modifications permettant de considérer la situation familiale réelle de façon mensuelle lorsque survient un changement de situation familiale en cours d'année.

Par ailleurs, ce projet étend le pouvoir discrétionnaire octroyé par l'article 25 de la Loi afin de permettre à une personne d'être maintenue dans son milieu de vie naturel.

À titre accessoire, ce projet prévoit des dispositions relatives à l'imposition d'une indemnité additionnelle en regard de certaines situations ainsi que des précisions au pouvoir d'habilitation réglementaire et contient certaines dispositions transitoires en vue de préserver les droits des prestataires déjà admissibles.

Projet de loi 128

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de la Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots « une année » par les mots « un mois » ;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « qui ont été conjoints au moins 184 jours consécutifs dans cette année » par les mots « qui étaient des conjoints le 15 de ce mois. Lorsque, pour une année, une personne a été conjoint plus d'une fois, son conjoint, durant cette année, est réputé être celui qui l'a été le plus grand nombre de mois. ».

2. L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4° du premier alinéa, de « 55 » par « 60 ».

3. L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« L'adulte peut faire cette demande lorsqu'il remplit l'une des conditions suivantes :

1° il bénéficie d'un programme d'aide de dernier recours depuis au moins six mois consécutifs ;

2° il est âgé de 60 ans ou plus ;

3° il est membre d'une famille visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 5. ».

4. L'article 25 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du premier alinéa et après le mot « ou », des mots « le maintien dans leur milieu de vie naturel lorsqu'une alternative est plus coûteuse ou ».

5. L'article 34 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Une personne tenue au remboursement en application du paragraphe 1° du premier alinéa est également tenue de payer, à titre d'indemnité additionnelle, un montant déterminé selon la méthode de calcul prévue par règlement. ».

6. L'article 37 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion dans la sixième ligne du premier alinéa et après « 4° », des mots « ou du deuxième alinéa » ;

2° par l'insertion dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot « prestations », des mots « et de l'indemnité additionnelle ».

7. L'article 46 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa et après le mot « conjoint », des mots « de ce mois ».

8. L'article 47 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des mots « ou, s'il n'a pas été son conjoint durant toute l'année, depuis le mois où il devient son conjoint ».

9. L'article 49 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2° du troisième alinéa.

10. L'article 50 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **50.** Lorsque deux personnes n'ont pas été conjoints durant toute l'année, l'adulte doit, pour le calcul de sa prestation pour cette année, réduire à son égard ou à l'égard de la personne qui est réputée avoir été son conjoint durant cette année, les montants suivants attribuables aux mois durant lesquels lui-même ou cette personne n'était pas admissible ou ne faisait pas partie de la famille :

1° le revenu de travail ;

2° le revenu total ;

3° les sommes reçues à titre de remplacement du revenu de travail déterminées par règlement. ».

11. L'article 51 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Lorsque deux personnes n'ont pas été conjoints durant toute l'année, la prestation est égale à une fraction du montant obtenu en application des articles 48 à 48.4 et 50. Cette fraction est égale à la somme des fractions suivantes :

1° la moitié du nombre de mois d'admissibilité de l'adulte durant lesquels il avait un conjoint, divisée par le nombre de mois d'admissibilité de l'adulte ou de son conjoint, selon le cas ;

2° le nombre de mois d'admissibilité de l'adulte durant lesquels il n'avait pas de conjoint, divisé par le nombre de mois d'admissibilité de l'adulte ou de la personne qui est réputée avoir été son conjoint durant cette année, selon le cas. ».

12. L'article 54 est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « au moins 184 jours consécutifs dans » par les mots « durant toute ».

13. L'article 56 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 11° du premier alinéa, des mots « la période de l'année au cours de laquelle l'adulte n'avait plus de conjoint ; » par les mots « les mois où l'adulte n'était pas admissible ou ne faisait pas partie de la famille ; » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 11° du premier alinéa, du suivant :

« 11.1° le quotient obtenu par l'application du deuxième alinéa de l'article 51 ; ».

14. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« **77.** La demande est entendue par une personne désignée par le ministre ou, dans le cas d'une évaluation des contraintes que présente une personne à l'emploi, par un comité formé d'un médecin et d'au moins deux autres professionnels désignés par le ministre.

Dans le cas d'une évaluation de l'empêchement que présente une personne de participer à une mesure pour un motif prévu au paragraphe 1° de l'article 16, la demande est entendue par un médecin désigné par le ministre. ».

15. L'article 91 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 22° du premier alinéa, du suivant :

« 22.1° déterminer la méthode de calcul du montant payable à titre d'indemnité additionnelle ; » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 30° du premier alinéa et après le mot « annuels », des mots « et mensuels » ;

3° par l'insertion, à la deuxième ligne du deuxième alinéa et après « 21° , », de « 22.1° à 24° , » ;

4° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Les règlements pris au cours d'une année pour l'application du programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » en vertu des paragraphes 27° à 39° du premier alinéa ainsi que du deuxième alinéa pourront prévoir qu'ils ont effet depuis le premier jour de cette année. ».

16. La modification prévue à l'article 2 de la présente loi ne s'applique pas à un adulte, jusqu'à ce qu'il ait atteint 60 ans, qui pour le mois qui précède celui de l'entrée en vigueur de l'article 2 de la présente loi a reçu une prestation établie sur la base du barème de non disponibilité ou du barème mixte du programme « Actions positives pour le travail et l'emploi » lorsqu'en ce dernier cas lui aurait été appliqué le barème de non disponibilité, en raison du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 16 de la Loi sur la sécurité du revenu tel qu'il se lisait avant l'entrée en vigueur de l'article 2 de la présente loi.

17. La modification prévue à l'article 3 de la présente loi ne s'applique pas pour une période de six mois à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'article 3 de la présente loi à un adulte qui, pour le mois qui précède le mois au cours duquel l'article 3 de la présente loi entre en vigueur, a reçu une prestation établie sur la base du barème de disponibilité ou du barème mixte du programme « Actions positives pour le travail et l'emploi » lorsqu'en ce dernier cas lui aurait été appliqué le barème de disponibilité.

18. L'article 9 a effet depuis le 1^{er} janvier 1993.

19. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception de celles des articles 9 et 18 qui entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).